La Commission européenne et la France lancent “une initiative phare” pour améliorer la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation en Afrique “afin de leur donner les moyens d’exploiter pleinement leur potentiel”

16/12/2022 à 17h25



Les partenaires européens et africains lancent une initiative phare en faveur de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation

Les partenaires européens et africains unissent leurs forces pour améliorer la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation (la «SDSP») **en Afrique, en particulier chez les adolescentes et les jeunes femmes, afin de leur donner les moyens d’agir et d’exploiter pleinement leur potentiel.**

L’initiative, lancée aujourd’hui à Kigali, au Rwanda, et qui renforcera la coordination et la collaboration entre les partenaires, est une action essentielle dans le cadre du paquet «Global Gateway» UE-Afrique et de la stratégie de l’UE en matière de santé mondiale.

Bien que des progrès notables aient déjà été accomplis dans la promotion de la SDSP en Afrique, la pandémie de COVID-19 a eu des effets négatifs considérables et il reste de grands défis à relever. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour mettre à disposition des informations, des biens et des services en matière de SDSP et accélérer les progrès sur des questions clés telles que le planning familial, la lutte contre les violences à caractère sexiste, les pratiques préjudiciables, la mortalité maternelle, ainsi que sur la santé et le bien-être sexuels.

L’initiative s’appuie sur une analyse conjointe des lacunes, des besoins et des enseignements tirés, et donne la priorité aux domaines dans lesquels une perspective régionale peut compléter les investissements réalisés au niveau mondial et dans les États, en mettant l’accent sur trois objectifs spécifiques:

- renforcer la mise en œuvre des engagements pris au niveau du continent et des régions en matière de SDSP dans le secteur de la santé et de l’éducation;
- améliorer la disponibilité, l’accessibilité économique et l’acceptabilité de biens de qualité en matière de SDSP auprès de toutes et tous, et en particulier auprès des femmes et des filles;
- renforcer la sensibilisation et l’obligation de rendre des comptes afin de veiller à ce que les besoins en matière de SDSP soient satisfaits.

L’objectif est d’assurer une couverture étendue et équilibrée dans les pays d’Afrique occidentale, centrale, orientale et

australe. L'initiative regroupe, sous une seule logique, des programmes régionaux et nationaux en matière de SDSP à la fois nouveaux et en cours dont la coordination sera renforcée, en augmentant leur impact et en contribuant à l'efficacité du développement. Les fonds provenant du budget de l'UE incluent notamment **60 millions d'euros de nouveaux fonds pour la période 2023-2027 et les États membres de l'UE devraient prendre de nouveaux engagements financiers importants au cours des prochaines années, conformément aux objectifs susmentionnés.**

L'initiative a été **développée par la Commission européenne, par les États membres de l'UE suivants**: Belgique, République tchèque, Danemark, Finlande, **France**, Allemagne, Irlande, Luxemburg, Pays-Bas et Suède, et par trois communautés économiques régionales africaines: la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'Organisation ouest-africaine de la santé (WAHO) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA). Elle sera menée en partenariat avec un large éventail d'acteurs supplémentaires, dont des gouvernements, des organisations de la société civile, le secteur privé, des institutions universitaires et les Nations unies.

Contexte

La promotion de la SDSP est une priorité conjointe de l'Afrique et de l'Europe étant donné que la SDSP joue un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement durable du programme 2030 **et de l'agenda 2063 de l'Union africaine, dont la campagne CARMMA Plus «Africa Cares: Better reproductive health for women, children and adolescents by 2030» que l'Union africaine a lancé récemment.**

[…]

«Conformément à la nouvelle stratégie de l'UE en matière de

*santé mondiale, i**l est essentiel de donner aux femmes, aux filles et aux jeunes les moyens d'agir en investissant dans leur santé et leur éducation, et ce afin de bâtir des sociétés prospères et inclusives.** Je suis fière de lancer cette initiative de partenariat et ce cadre collaboratif Afrique-UE, qui constituent une mesure essentielle de suivi du sommet UA-UE, pour faire progresser notre engagement commun et fort visant **à faire de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation une réalité pour tous et pour faire en sorte que notre action soit plus efficace là où cela est nécessaire.*** » Jutta **Urpilainen**, **commissaire** aux partenariats internationaux

[…]

« ***La promotion de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation (SDSP) doit être une priorité.*** *Elle est en effet au cœur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la défense des droits humains, qui sont également les fondements de notre diplomatie féministe.* ***La France*** *est convaincue de l'efficacité du partenariat et des principes pluripartites. C'est pourquoi nous sommes pleinement attachés à l'initiative de l'Équipe Europe en matière de SDSP et croyons en sa capacité à renforcer les synergies européennes et africaines. En consolidant à la fois notre partenariat avec les communautés économiques régionales et en menant une action européenne coordonnée sur le continent africain, l'initiative de l'Équipe Europe est essentielle pour renforcer les systèmes sanitaires nationaux consacrés à la santé sexuelle et génésique.* » **Anne-Claire Amprou, ambassadrice en charge de la santé mondiale, ministère français de l'Europe et des affaires étrangères**

[…]

Communiqué de presse de la Commission européenne

#TeamEurope and African partners join forces to improve

sexual and reproductive health and rights #SRHR in Africa.

A key aim of this #GlobalGateway initiative is to enable adolescent girls and young women to reach their full potential. #health4all

*Read more *

— EU International Partnerships (@EU_Partnerships) December 15, 2022

En lien :

L'Union européenne se félicite d'avoir financé la politique nataliste de la Turquie : formation des baby-sitters et 300 € par mois aux mères qui travaillent